

Lettre ouverte

aux élus au Conseil de Région Grand Est, aux élus de la Collectivité européenne d'Alsace, aux maires et aux élus municipaux, aux députés et sénateurs

Strasbourg, 29 mai 2023

Nous accusons réception de la lettre (p.j.) que M. Franck LEROY, président de Région, nous a adressée très tardivement, le 25 mai, à la veille du [rassemblement](#) que les collectifs [CoLINE](#) et [Nous, Personne](#) organisaient devant l'hôtel de Région vendredi 26. Nous accusons aussi (tout court) M. LEROY d'irresponsabilité. Les propos de dernière minute de M. LEROY sont proprement confondants, sans doute davantage encore que ceux que son prédécesseur M. ROTTNER nous avait adressés le 26 juillet 2021. Ce qui n'est pas rien ! C'est sans doute pour cette raison que ni M. LEROY, ni Mme WILLER (vice-présidente déléguée au Lycée durable et à l'Éducation) n'ont daigné nous rencontrer, ne serait-ce que dix minutes, alors que nous étions présents devant le siège de Région, au moment où s'y achevait une commission permanente.

Il nous semble que M. LEROY, outre qu'il célèbre sans même se l'avouer la perte de l'humain et de la vie, fait preuve dans son courrier d'outrecuidance. Voulant botter en touche, et très visiblement à court d'arguments, il ne sait en définitive que lancer le gant. À la manière d'un politicien verbeux qu'on ne voudrait plus trouver ailleurs que dans les musées, il fait assaut de mauvaise foi, d'incompétence, d'ignorance et de dédain.

Les six premières lignes de son courrier représentent, seules, un minimum de décence protocolaire et républicaine, hélas elles ne sont que purement rhétoriques puisque toute la suite de son courrier dément qu'il ait réellement « pris connaissance » de [nos sollicitations](#) au sujet du « lycée 4.0 », et encore davantage qu'il ait « parfaitement » compris « les réticences et les craintes sur la place du numérique dans l'éducation et l'instruction de nos jeunes ».

IMPACT ÉCOLOGIQUE DU « LYCÉE 4.0 » : DÉNI AGGRAVÉ

Nous avons décrit dans notre courrier l'impact écologique du « lycée 4.0 ». Dans sa réponse, M. LEROY ne consacre ni une seule ligne ni un seul mot à ce sujet ! Nous venons d'apprendre (ce 23 mai) que le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), qui reposait sur l'hypothèse d'une hausse des températures de 3 °C pour 2100, est actualisé par un nouveau plan qui retient cette fois [le « scénario pessimiste » d'une hausse de 4° C d'ici à 2100](#). Nous rappelons que, avant de devenir président de la Région Grand-Est, Franck LEROY avait occupé à la Région la fonction de 1er vice-président, chargé de l'Environnement, de la Transition écologique... Son silence sur ce sujet est aussi coupable que significatif. M. LEROY, certes, est âgé de 60 ans. Les lycéens ont entre 15 et 18 ans : se soucie-t-il de leur avenir lorsqu'il n'a d'autre pensée que de leur faire distribuer des ordinateurs en guise de kit de survie ?

Nous réclamons que la Région publie au plus vite tous les chiffres permettant d'estimer l'impact écologique de son dispositif « 4.0 » : nombre d'ordinateurs achetés à HP, quantification des matières premières, combustibles, produits chimiques et ressources en eau consommés pour les produire et pour les transporter ; estimation de la consommation d'énergie occasionnée chaque année (des terminaux aux data centers) ; traduction en termes de déchets ; explications sur le traitement et le devenir des déchets, non recyclés.

Nous appelons les citoyens, leurs élus, les associations, les ONG et la presse à ouvrir grands les yeux sur ce sujet, à obtenir un travail d'enquête et à ne pas lâcher avant que totale transparence soit faite.

Que, depuis plus de dix ans, des voix de scientifiques tels que Franck Fenner, Stephen Hawking, Guy McPherson, ou Henry Gee, avertissent sur la probabilité d'un effondrement et de la disparition de l'espèce humaine à court terme ? Que la biodiversité s'effondre, ou que l'année 2022 ait été la plus chaude jamais enregistrée en France ? Que nous citions à M. LEROY les déclarations du secrétaire général de l'ONU enjoignant à l'humanité de rompre avec une « orgie de destruction » et un « pacte de suicide collectif » ? Qu'importe ! M. LEROY entend continuer de passer sous silence l'impact des choix irresponsables que sa majorité revendique et entend même poursuivre ! Il parle en effet du « 4.0 » comme d'un « engagement phare » sur lequel sa majorité dispose d'une « vision confortée » !

BILAN PÉDAGOGIQUE DU « LYCÉE 4.0 » : L'ASTUCE LASSANTE DU "C'EST PAS MOI C'EST L'AUTRE"

M. LEROY écrit que l'évaluation pédagogique du « 4.0 » ne relève « pas des compétences du Conseil Régional ». Nos collectifs, qui vont retourner systématiquement toutes ces questions aux rectorats d'académies et au ministère de l'Éducation Nationale, n'acceptent plus ces arguties, dignes d'enfants dans une cour d'école. Effectivement, c'est l'Éducation nationale qui, depuis 2013, a fait le choix très imprudent d'une généralisation du numérique dans le système scolaire, censée agir comme « un levier stratégique de la refondation de l'École ». À partir de là, les collectivités territoriales se chargent de la mise en musique, autrement dit de l'équipement numérique, tout en se défaussant de leur responsabilité. Comme au bonneteau, il est nécessaire que le manipulateur s'entoure de plusieurs larrons pour duper badauds et naïfs. Ainsi, la numérisation de l'école est déployée partout, mais à des rythmes différents selon ce qu'on nomme commodément « les territoires », et selon les niveaux : tantôt on généralise dans les lycées (c'est le cas du « *Grand-Test* »), tantôt on démarre dans les maternelles, et de cette façon on avance en brouillant l'entendement.

Ce type de manœuvre est somme toute conforme aux préconisations que formulait il y a près de trente ans l'OCDE afin de réduire graduellement la qualité de l'enseignement sans courir de trop gros risque politique (« Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population. » [Cahier n°13, Christian Morisson, 1996, p.30](#)).

Enfin, M. LEROY se contredit lui-même lorsqu'il défend la Région de toute immixtion dans la pédagogie, car trois paragraphes au-dessus, il rappelait en trois tirets que le but du « lycée 4.0 » est bel et bien d'orienter par le numérique et vers le numérique la transmission des savoirs, la formation des jeunes et la « continuité pédagogique ». Et, de fait, les manuels papier ont été supprimés -jusqu'à être interdits !- dans les lycées, et toutes les pratiques pédagogiques bouleversées, avec les résultats que l'on connaît, ici comme partout ailleurs (voir [l'article du Monde](#), 21/05/2023 : « **La Suède juge les écrans responsables de la baisse du niveau des élèves et veut un retour aux manuels scolaires. S'appuyant sur l'avis de médecins, le gouvernement de centre-droit veut réduire le temps passé par les élèves devant les écrans et faire revenir les manuels scolaires dans les classes.** »)

RADICALISATION AVEUGLE DU DISPOSITIF : LE PRÉTEXTE DU COVID

M. LEROY écrit que « la stratégie de la Région Grand Est a fait ses preuves durant la crise sanitaire ». Sans doute incapable d'administrer la moindre de ces « preuves », il n'emploie qu'un seul argument, purement gestionnaire et totalement insignifiant : « en proportion du nombre d'habitants, durant les périodes de confinements, l'Environnement Numérique de Travail mis à disposition par la Région [...] est celui qui a le plus fort taux de connexions en France ». Pour n'importe qui, élève, enseignant ou parent, ayant vécu cet épisode, le fameux record du taux de connexion rappellera surtout une immense farce, qui a souvent tourné au cauchemar et à la maltraitance d'une "éducation à l'absentiel" : des millions de mails générés pour dire et se répéter « bonjour », « ça ne marche pas », « le lien n'est pas le bon », « essaie celui-là », des élèves sommés de se connecter à longueur de journée pour des scénarii pédagogiques souvent risibles, des élèves évalués et notés parfois sur la seule base d'un voyant allumé. Entre les archives et les souvenirs de dizaines de milliers de personnes, M. LEROY n'aurait que l'embarras du choix s'il voulait estimer le *taux de mascarade* atteint durant ces épisodes.

M. LEROY serait également bien avisé de bien lire l'avis du Conseil Supérieur des Programmes (juin 2022) : cet organisme officiel y explique que c'est justement à la suite de la crise du Covid-19 qu'il a été décidé d'étudier « la contribution du numérique à la transmission des savoirs et à l'amélioration des pratiques pédagogiques ». D'entrée de jeu (p.13), le C.S.P. explique que cette crise a « montré très clairement les limites de l'usage d'un numérique au service des apprentissages scolaires, en particulier pour les élèves en difficulté ou issus des milieux socio-économiques défavorisés. »

LANGUE DE BOIS, MAUVAISE FOI, ARGUMENTS ÉCULÉS, MENSONGES ÉHONTÉS : INCOMPÉTENCE, CYNISME, HYPOCRISIE, IRRESPONSABILITÉ ?

On pourrait écrire des pages pour démontrer point par point le courrier de M. LEROY. Le mérite-t-il, en temps à y passer, lorsque la communication de la Région a nécessité aussi peu d'efforts ?

Langue de bois et mauvaise foi : M. LEROY ose évoquer dans son courrier une « évaluation impartiale » du « 4.0 » pratiquée par la Région « en temps réel et en permanence ». Cette mystérieuse évaluation, que personne n'a vue puisqu'elle n'est pas communiquée, est décrite comme d'un type « humain, tout en restant impartial, puisqu'il s'inscrit dans une relation usager ». Dans ce bel exercice de langue de bois, on attend juste l'ajout de la "relation client" (celle de HP, Bechtle, Microsoft et consorts ?). En tout cas, cette merveilleuse évaluation ne regarde manifestement ni les "usagers", ni les citoyens (pas assez « humains » ?). Au passage, M. LEROY fait état de rencontres régulières avec les syndicats de proviseurs : oui, et que s'y raconte-t-il ? Et, quid des enseignants ? Des élèves ? Nous savons de notre côté que le SNPDEN (syndicat de proviseurs) demande lui-même une évaluation du « 4.0 »...

Mensonges éhontés et hypocrisie : M. LEROY ose écrire que « la Région respecte pleinement le principe d'autonomie des établissements », et il laisse entendre que les conseils d'administration auraient été libres de « valider la démarche ». N'importe quel personnel enseignant en lycée, gestionnaire ou proviseur sait que cela est faux. L'hypocrisie s'étend dans l'avant dernier paragraphe du courrier, dans lequel M. LEROY prétend contre toute réalité vérifiable que « le lycée "4.0" est un dispositif qui recueille l'approbation de la grande majorité des élèves et des familles ». Le comble du cynisme est atteint dans le dernier paragraphe du courrier : « Que ce soit à l'école ou dans le foyer, la Région n'a pas à imposer ses choix : il appartient aux enseignants et aux familles de réguler l'exposition aux écrans de nos jeunes. » Cette affirmation est tout à fait indigne et méprisante. Peut-on à ce point être déconnecté du terrain et des réalités quotidiennes qu'affrontent enseignants, lycéens et parents d'élèves ? On peut supposer que c'est aussi aux enseignants et aux familles de réguler les dégâts sur la santé, les troubles comportementaux et le traitement des déchets ?

Arguments éculés, cynisme, inconséquence : M. LEROY, en manque d'arguments et d'inspiration, s'est souvenu pour finir son courrier d'un argument (de vente) usé jusqu'à la corde : « nous sommes fiers, écrit-il, de pouvoir proposer une opportunité qui réduit le poids des cartables, et donc participe à l'amélioration de la santé notamment en période de croissance ». Il parvient de cette façon à placer dans sa dernière phrase le mot « santé », qu'il a réussi à ignorer tout au long de sa réponse. Sur les très nombreux troubles de la croissance, impacts sur la santé, et sur la santé mentale, causés par la surexposition aux écrans, nous renvoyons pour faire court à l'avis du C.S.P., p.69 à 84. Enfin, j'invite M. LEROY à venir au lycée constater par lui-même à quel point les cartables se retrouvent définitivement allégés : pas d'ordinateur (souvent cassé, voire revendu), mais plus non plus de manuels, ni de cahiers, ni d'agenda, ni de matériels de base tels que trousse, règle, crayons de couleur. Le cartable lui-même n'est souvent plus qu'un souvenir. En France, en 2023, la « dématérialisation » de l'enseignement, c'est cela : un appauvrissement extrême, pour ne pas dire une misère.

Vendredi, nous avons découvert les affichages géants qui ornent l'aquarium de l'hôtel de Région : « *À tous les jeunes du Grand Est un peu à l'Ouest !* »... Cela doit avoir un sens, mais il nous a échappé. Nous pensons que c'est le président de Région qui est complètement à l'Ouest. On peut faire le choix de la surdité et de la cécité si l'on se destine à vivre en ermite, pas lorsqu'on prétend être aux responsabilités dans une région peuplée de plus de 5,5 millions d'habitants.

Ou alors... Dès 1954, le mathématicien Norbert WIENER, considéré comme le père fondateur de la cybernétique, déclarait : « Nous avons modifié notre environnement de façon si radicale que nous devons maintenant nous modifier nous-mêmes ». Un demi-siècle plus tard, en 1999, le futurologue transhumaniste Ray KURZWEIL, directeur de l'ingénierie chez Google, écrivait : « Après tout, il reste trop peu de nature pour que nous puissions y retourner, et il y a trop d'êtres humains. Pour le meilleur et pour le pire, nous sommes rivés à la technologie ». Ce jeudi 25 mai, Elon Musk a reçu le feu vert de l'autorité sanitaire américaine, la FDA, pour tester ses puces cérébrales sur l'homme. Si c'est dans cette mouvance que s'inscrit M. LEROY, et si c'est de cet avenir-là qu'il rêve pour la jeunesse, mieux vaudrait qu'il le dise explicitement.

Nous demandons une nouvelle fois qu'il soit procédé au plus vite à une évaluation indépendante de l'impact pédagogique, sanitaire et écologique du dispositif « lycée 4.0 » en Grand Est, et que celle-ci constitue une base impérative à la réflexion des élus de la CEA sur l'équipement des collégiens en tablettes. Nous demandons également que dans le cadre de cette évaluation soient auditionnés avant tout des acteurs directs de l'éducation au contact quotidien de la réalité des établissements : enseignants, parents d'élèves et lycéens. Cette évaluation est nécessaire et urgente. Et si les résultats de celle-ci devaient ne pas s'avérer probants, alors le dispositif « lycée 4.0 » doit être supprimé, et le projet de numérisation des collèges interrompu. L'expérimentation doit cesser. Nos enfants ne sont pas des cobayes !

À tous les élus des collectivités territoriales, à qui l'État s'apprête à forcer la main pour qu'ils votent de nouveaux plans de numérisation de l'école, nous adressons rappel du jugement cinglant qu'a formulé le Conseil Supérieur des Programmes : regrettant l'absence d'évaluation des expérimentations déjà engagées, celui-ci déplore qu'on ait pu « privilégier des logiques économiques ou clientélistes à défaut d'objectifs pédagogiques définis », et recommande de « ne pas considérer l'Éducation nationale comme un marché ouvert aux stratégies commerciales des acteurs commerciaux et notamment des géants du numérique ».

À l'heure où déferle l'« intelligence artificielle » et alors que nous avons déjà passé de trop nombreux points de non-retour en termes environnementaux, le véritable défi n'est autre que préserver l'indépendance de l'Homme face à la machine. Pour qui entend défendre la démocratie, existe-t-il plus nécessaire urgence que cultiver l'intelligence bien humaine des futurs citoyens ? Et pour qui se soucie des conditions d'habitabilité de notre planète, plus nécessaire urgence que s'opposer à la surenchère de la destruction ?

Jean-Luc QUILLING, enseignant

Audrey VINEL, parent d'élèves

*Georges FEDERMANN, psychiatre gymnopédiste
et Catherine LUCQUIAUD (docteur en informatiques)
co-initiateurs du Collectif Nous, Personne*